

DÉCISION DE NON OPPOSITION DE DECLARATION PREALABLE

Délivrée par le maire au nom de la commune

Si vous souhaitez obtenir des informations sur votre dossier, adressez-vous :

Mairie
28 rue du centre , 28260 SAUSSAY



D P 0 2 8 3 7 1 2 3 0 0 0 1 2

Dossier : DP 028371 23 00012

Déposé le : 31/03/2023

Nature des travaux : INSTALLATION DE 12 PANNEAUX
PHOTOVOLTAÏQUES

Adresse des travaux : 55 RUE DU CENTRE 28260 SAUSSAY

Références cadastrales: 000A0831



1 1 0 0 0 0 0 1 8 6 1 9

Demandeur :

BEAR ENVIRONNEMENT REPRÉSENTÉ(E) PAR
MADAME DUPONT LUDIVINE
4 AVENUE LAURENT CELY
92600 ASNIERES SUR SEINE

Demandeur(s) co-titulaire(s) : - - - -

Le projet est situé en zone Ub: Zone d'extension d'habitat récent

Surface de plancher créée : m²

Le Maire de SAUSSAY,

Vu le Code de l'Urbanisme,



Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 28 juin 2012, modifié le 13 août 2014 et le 20 septembre 2022,

Vu la localisation du projet dans le périmètre de monuments historiques, hors champ de visibilité,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 20 avril 2023

DÉCIDE

Article unique : La DP 028371 23 00012 fait l'objet d'une DÉCISION DE NON OPPOSITION pour les travaux décrits dans la demande présentée.

Date d'affichage : - de l'avis de dépôt : 31/03/2023 - de la décision en mairie : 22/04/2023 Date de transmission au Préfet ou à son délégué : 22/04/2023	Fait à SAUSSAY, le 22/04/2023 Le Maire  Patrick GOURDES 
--	--

Observations :

Il serait souhaitable d'améliorer le projet en prenant en compte les observations de l'Architecte des Bâtiments de France à savoir : les panneaux ne doivent pas être visibles depuis l'espace public, les panneaux doivent être encastrés dans la toiture, l'implantation des panneaux doit être limitée en une bande homogène en partie basse de la toiture au plus près de l'égout.

La présente autorisation est susceptible de donner lieu au versement des taxes d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

Les modalités de déclaration et de paiement de la taxe ont évolué depuis le 1er septembre 2022 et varient selon que votre demande d'autorisation d'urbanisme a été déposée avant ou après cette date.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/04/2023

Publication : 22/04/2023

1/ Si le dossier a été déposé avant le 1er septembre 2022, la déclaration des éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement a été faite dans la demande d'autorisation que vous avez déposée à la mairie. Dans ce cas, vous recevrez l'avis de la taxe à payer dans les 6 mois à partir de la date de l'autorisation de construire qui vous a été accordée.

2/ Si le dossier a été déposé après le 1er septembre 2022, vous déclarez et payez la taxe à des dates différentes, selon que la surface de plancher de votre projet est inférieure à 5000 m² ou si elle est égale ou supérieure.

- Si la surface du projet est inférieure à 5000 m², vous déclarez aux services des impôts les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans un délai de 90 jours après l'achèvement de vos travaux au sens fiscal.

- Si la surface du projet est supérieure ou égale à 5000m², Vous déclarez aux services des impôts les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans un délai de 7 mois après la délivrance de l'autorisation.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez vous connecter sur la page dédiée du site internet service-public.fr (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23263>).

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux article L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible depuis le site internet www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue . Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :

Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement :

A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme).

Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme).

Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).

028-212803712-20230422-2023-URB-21-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/04/2023
Publication : 22/04/2023



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles du Centre - Val de Loire
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine d'Eure-et-Loir

MAIRIE DE SAUSSAY
28, RUE DU CENTRE
28260 SAUSSAY

Dossier suivi par : Céline BOURGEOIS

Objet : demande de déclaration préalable

A Chartres, le 20/04/2023

numéro : dp3712300012

adresse du projet : 55 RUE DU CENTRE 28260 SAUSSAY

nature du projet : Installation de Panneaux Solaires

déposé en mairie le : 31/03/2023

reçu au service le : 05/04/2023

servitudes liées au projet : LCAP - rayon de 500 m hors champ de visibilité - Domaine du château (Anet) - Eglise de St André (EZY SUR EURE)

demandeur :

MME LUDIVINE DUPONT - SASU BEAR
ENVIRONNEMENT
4 AVENUE LAURENT CELY
92600 ASNIERES SUR SEINE

Cet immeuble n'est pas situé dans le champ de visibilité d'un monument historique. Par conséquent, l'accord de l'architecte des Bâtiments de France n'est pas obligatoire.

Toutefois, ce projet appelle des recommandations ou des observations au titre du respect de l'intérêt public attaché au patrimoine, à l'architecture, au paysage naturel ou urbain, à la qualité des constructions et à leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant :

Les panneaux ne doivent pas être visibles depuis l'espace public.

Les panneaux photovoltaïques doivent être encastrés dans la couverture. L'implantation des panneaux doit être limitée en une bande homogène en partie basse de la toiture, au plus près de l'égout.

Les menuiseries des panneaux photovoltaïques doivent être de teinte foncée.

L'architecte des Bâtiments de France

FRANCOISE WEETS

